



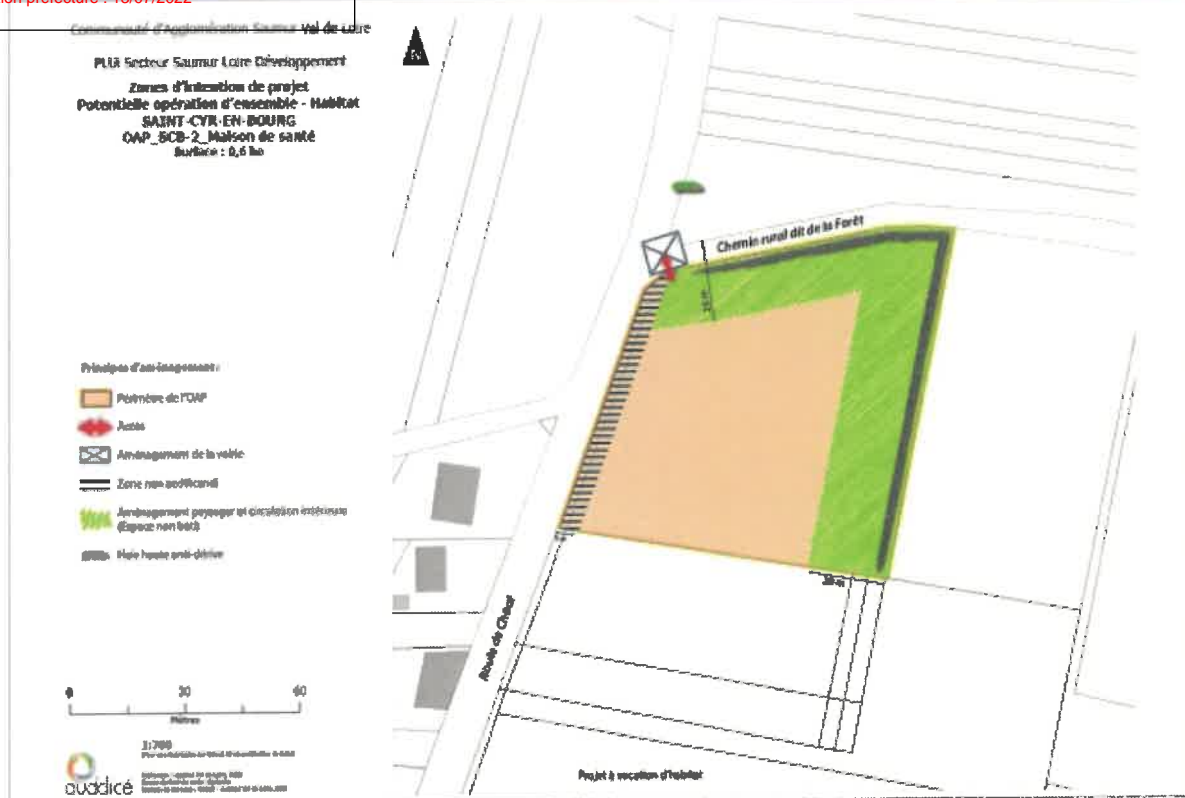
SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 JUILLET 2022
Délibération N° 2022-066-DC

Date d'affichage : 13 juillet 2022	Le sept juillet deux mille vingt-deux à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le 30 juin deux mille vingt-deux.
Effectif statutaire :	81
Membres en exercice :	80
Quorum : 1/3	27
Présents :	50
Excusés / absents :	30
dont pouvoir(s) :	16
Nombre de votants :	66
Secrétaire de séance : Fabrice BARDY	<p>Membres présents : Jackie GOULET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Amel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Sébastien CAILLEAU, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Gilles TALLUAU, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Michel DELPHIN, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD, Patricia COCHET, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Arlette BOURDIER, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY</p> <p>Excusé(s) : Sylvie PRISSET, Frédéric MORTIER, Anatole MICHEAUD, Christian RUALT, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jean-Philippe RETIF, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Gilles BARDIN, Marie-Luce DURAND, Nathalie MORON, Nathalie SECOUE, Laurence CAILLAUD, François BREE, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAGOURDEAU, Patricia VILLARME</p> <p>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : Sylvie PRISSET à Béatrice BERTRAND, Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Sophie TUBIANA à Eric TOURON, Jean-Philippe RETIF à Jackie GOULET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE à Marc BONNIN, Gilles BARDIN à Jackie GOULET, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Laurence CAILLAUD à Bruno CHEPTOU, François BREE à Eric POEHR, Noël NERON à Béatrice GUILLON, Nathalie LIEBAULT à Grégory PIERRE, Bruno PROD'HOMME à Loïc BIDAULT, Géraldine LE COZ à Arlette BOURDIER, Gaëlle FAURE à Marc-Antoine NERON, Sylvie TAGOURDEAU à Astrid LELIEVRE</p>
Date de transmission au contrôle de légalité :	

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL - SECTEUR SAUMUR LOIRE DEVELOPPEMENT (PLUI SLD) - MODIFICATION ORDINAIRE N°4 - BELLEVIGNE-LES-CHATEAUX – ST CYR-EN-BOURG – MAISON MEDICALE

Par courrier du 23 juin 2021, Monsieur le Maire de Bellevigne-les-Châteaux a sollicité le Président de la Communauté d'Agglomération pour une modification du PLUi SLD approuvé le 5/03/2020 afin :

- d'adapter l'orientation d'aménagement et de programmation au projet de maison de santé sur la commune déléguée de Saint Cyr-en-Bourg :
 1. en réduisant la marge de recul sur la route de Chacé,
 2. en déplaçant l'accès et en déplaçant une zone non ædificandi de 20m en périphérie des vignes en y incluant un chemin rural.



- d'autoriser au règlement écrit du secteur 1AUe, réservé en principe aux équipements d'intérêt collectif, la construction d'un commerce en lien avec la maison médicale (pharmacie).

La procédure a été dispensée d'évaluation environnementale par l'Autorité environnementale le 18/01/2022. Les personnes publiques associées (État, Région, Département, chambres consulaires et Parc Naturel Régional) ont été sollicitées pour avis le 19/11/2021. Le Préfet et la Présidente du Conseil Départemental ont émis des avis favorables.
L'enquête publique s'est déroulée du 15/02 au 18/03/2022.

Une observation a été faite par la Fédération Viticole Anjou Saumur Vin Royal en Loire sur l'application de l'arrêté préfectoral du 20/01/2017 fixant les mesures destinées à préserver les établissements de santé fréquentés par des personnes vulnérables du risque d'exposition aux produits phytopharmaceutiques en demandant *que les limites séparatives de la nouvelle construction soient éloignées d'au moins vingt mètres des parcelles de vigne et que le document d'urbanisme prévoit l'implantation d'une haie anti-dérives après cette zone.*

Une autre observation a été faite par le maire de la commune qui a relevé une erreur matérielle dans le tracé de la limite sud de la zone 1AUe afin de la rendre cohérente avec le périmètre de la ZAC des Plantes.

Le commissaire enquêteur a émis le 15/04/2022 :

1 - un avis favorable à la correction de l'erreur matérielle,

- un avis favorable sans réserve sur la diminution de la marge de recul de 10 à 5 m le long de la route de Chacé.

2 - un avis favorable sur le déplacement de l'accès assorti des réserves suivantes :

- qu'une haie anti-dérives, conforme aux préconisations de l'arrêté, soit intégrée dans la demande de permis de construire (article 7),
- qu'il soit démontré que le déplacement de la voirie d'accès au nord-ouest de l'OAP ne limite pas l'efficacité de la haie anti-dérives dans cette zone, et/ou soit acceptable vis-à-vis de la bande des 20m.

3 - un avis favorable à la modification du règlement écrit de la zone 1AU afin d'autoriser le transfert de la pharmacie avec comme recommandation d'accélérer la réalisation du cheminement piéton entre le bourg de Saint Cyr et la pharmacie pour être au rendez-vous de son ouverture et sous réserve que l'intégration de la pharmacie sur le site ne conduise pas à déroger aux règles de sécurité applicables à la maison de santé ;

4 - un avis défavorable à l'inclusion de la bande de 20m non ædificandi réservée dans l'OAP aux aménagements paysagers considérant que celle-ci déroge à l'arrêté du 20 janvier 2017, la zone de 20m n'étant pas localisée entre les limites des parcelles mais entre la parcelle de vigne et le bâtiment de la pharmacie. Il note aussi que cette zone a été considérée comme une zone non constructible mais autorise les parkings et la voirie et estime que le PLUi approuvé s'appuie sur une lecture différente et/ou incomplète de l'arrêté et se déclare incompétent pour juger seul de l'acceptabilité de cette situation.

Ledit arrêté préfectoral a été pris en application de l'article L253-7-1 introduit dans le code rural en 2015 qui dispose que :

L'utilisation des produits (phytopharmaceutiques) à proximité (...) des maisons de santé (...) est subordonnée à la mise en place de mesures de protection adaptées telles que des haies, des équipements pour le traitement ou des dates et horaires de traitement permettant d'éviter la présence de personnes vulnérables lors du traitement. Lorsque de telles mesures ne peuvent pas être mises en place, l'autorité administrative détermine une distance minimale adaptée en deçà de laquelle il est interdit d'utiliser ces produits à proximité de ces lieux.

En cas de nouvelle construction d'un établissement (sensible) à proximité d'exploitations agricoles, le porteur de projet prend en compte la nécessité de mettre en place des mesures de protection physique.

L'arrêté préfectoral a fixé la distance minimale en deçà de laquelle il est interdit aux exploitants agricoles d'utiliser des produits phytopharmaceutiques (zone de non traitement) à 20m pour les parcelles de vigne **lorsque des mesures de protections adaptées ne peuvent pas être mises en place** et précise que cette distance s'entend à partir de la limite de la parcelle de l'établissement sensible.

Il impose qu'en cas de nouvelle construction d'un tel établissement, le porteur de projet prenne en compte la nécessité de mettre en place des mesures de protection physique dans sa demande de permis de construire suggérant la mise en place d'une haie antidérive efficace implantée sur une zone d'une largeur minimum de 5 m, sur laquelle les personnes vulnérables ne pourront être présentes conformément à une instruction technique de 2016.

L'OAP approuvée en mars 2020 qu'il est proposé de modifier, prend en compte cette réglementation en neutralisant à la construction une bande de 20m en périphérie des vignes située au Nord et à l'Est dans laquelle il est autorisé des espaces verts, des aires de circulation et de stationnement. Il est à noter que les zones de non traitement réglementées par le code rural ne s'imposent pas au regard des voies de circulations publiques. Le permis de construire en cours d'instruction auquel l'arrêté préfectoral s'impose comportera une haie anti-dérives répondant à l'instruction technique.

La demande de la Fédération viticole qui revient à imposer un « no mans land » de 20m dans laquelle aucun aménagement ne pourrait être réalisé ni les personnes vulnérables ou non ne pourraient être présentes apparaît fondée sur une interprétation erronée de l'arrêté préfectoral. Ce dernier impose au porteur de projet la réalisation d'une mesure de protection adaptée, à savoir une haie anti-dérives qui dispense les exploitants de respecter la zone de non traitement de 20m. Il n'impose pas au porteur de projet une zone tampon sur son terrain neutralisé à tout aménagement ou présence humaine ni même aux constructions.

Toutefois, afin de garantir la mise en place d'une haie anti-dérives imposée par ailleurs dans le cadre de l'autorisation d'urbanisme par ledit arrêté, il est proposé d'en prescrire la réalisation de l'OAP.

Par ailleurs, la commune maîtresse d'ouvrage de l'aménagement et de la construction de la maison de santé a entamé les démarches pour établir une convention avec l'exploitant afin de convenir des dates et horaires de traitement à éviter quand l'établissement sera en fonctionnement.

Dans ces conditions, il est possible d'adopter la modification ainsi complétée pour répondre à la préoccupation de la profession viticole, prémunir les futurs utilisateurs d'exposition au risque sanitaire et de passer outre l'avis simple défavorable du commissaire enquêteur sur ce point.

Accusé de réception en préfecture
049-200071876
Date de télétransmission : 13/07/2022
Date de réception en préfecture : 14/07/2022

~~Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;~~

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denézé-sous-Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des Statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération du 05/03/2020 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du secteur « Saumur Loire Développement » (PLUi SLD) ;

Vu le courrier du 23/06/2021 de Monsieur le Maire de Bellevigne-les-Châteaux sollicitant du Président de la Communauté d'Agglomération la modification du PLUi secteur « SLD » ;

Vu l'arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire N°2022-108 AP du 26/01/2022 organisant l'enquête publique sur le projet de modification N°4 du PLUi secteur « SLD »,

Vu l'avis et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 15/04/2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20/01/2017 fixant les mesures destinées à préserver les établissements de santé fréquentés par des personnes vulnérables du risque d'exposition aux produits phytopharmaceutiques et notamment son article 5 qui fixe la distance minimale en deçà de laquelle il est interdit aux exploitants agricoles d'utiliser des produits phytopharmaceutiques (zone de non traitement) à 20m pour les parcelles de vigne **lorsque des mesures de protections adaptées ne peuvent pas être mises en place,**

Considérant que, ne s'estimant pas compétent pour juger seul de l'acceptabilité d'une prétendue dérogation à l'arrêté préfectoral de l'OAP qui autorise dans une bande non ædificandi de 20m des aménagements paysagers, aires de circulation et de stationnement, le commissaire enquêteur a émis un avis défavorable,

Vu l'avis favorable du Préfet sur le projet en date du 06/01/2022,

Considérant que l'orientation d'aménagement et programmation SCB-2 « maison de santé » modifiée prend en compte de façon satisfaisante l'arrêté préfectoral du 20/01/2017,

Considérant qu'il convient d'y donner une suite favorable,

Vu le règlement graphique et actuel et modifié annexé à la présente,

Vu l'avis favorable de la commission Aménagement du territoire, Habitat en date du 03/05/2022,

Vu l'article L5211-57 du code général des collectivités territoriales qui dispose que les décisions du conseil d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune.

Vu l'avis favorable du Conseil Municipal de la Commune de Bellevigne-les-Châteaux en date du 07/06/2022 sur le présent projet de délibération,

Aussi,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré décide :

- **D'APPROUVER** la modification N°4 du PLUi du secteur « Saumur Loire Développement » conformément aux pièces annexées.

Conformément à l'article R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération et à la mairie de Bellevigne-les-Châteaux durant un délai d'un mois, mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues au premier alinéa, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

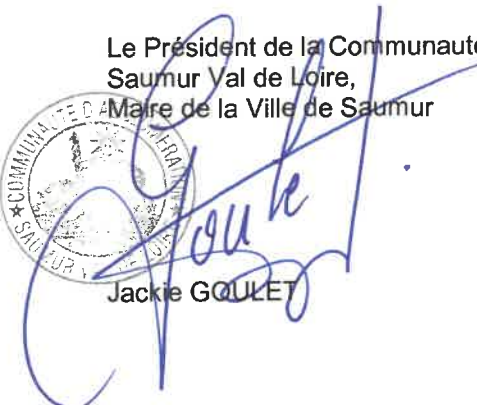
Elle sera publiée sur le portail national de l'urbanisme.

La présente délibération est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales. La présente modification du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Secteur « Saumur Loire Développement » sera exécutoire dès lors qu'il a été publié et transmis à l'autorité administrative compétente de l'État.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour : 66 – Contre : 0 - Abstention : 0

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »

Matière de l'acte : Urbanisme	2.1.3. Délibération d'approbation + dossier complet	
-------------------------------	-----------------------------------------------------	--